

Inde : les nationalistes hindous remettent les musulmans à leur place !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 23 janvier 2020



Un bus flambe à la suite d'une manifestation du 15 décembre contre la Citizenship Amendment Act à New Delhi.

L'Inde a quelque chose de commun avec la France, une communauté islamique revendicatrice importante voulant imposer sa loi à toute la population indienne. Cette communauté a été soutenue pendant des décennies par les courants progressistes indiens niant l'Histoire douloureuse de l'Inde ravagée par l'islam. Ainsi est avancée l'argutie, certes après quelques violences transitoires, d'une lutte de classes entre basses castes adoptant l'islam égalitaire et hautes castes défendant leurs privilèges.

Par contre, contrairement à la France, en Inde les populations indiennes ont une démographie équivalente aux musulmans !

Depuis que Narendra Modi a été réélu il met en œuvre sa doctrine idéologique, l'hindutva (« hindouité »), selon laquelle l'Inde appartient aux Hindous. Il a commencé par priver la communauté musulmane du Cachemire de l'autonomie dont elle jouissait depuis l'indépendance...

La dernière disposition, la CAA (Citizenship Amendment Bill) qui donne aux réfugiés qui ont fui la persécution religieuse au Pakistan, en Afghanistan et au Bangladesh, dont on se doute qu'ils soient non-musulmans, un accès rapide à la citoyenneté indienne, ce qui fait enrager les musulmans et ses trois voisins...

Vous trouverez ci-dessous la traduction (avec un traducteur Web – éventuellement proposer des corrections) d'un article du [Middle East Forum](#) avec une entorse, la « morale » mise en exergue au début de l'article, surtout pour ceux qui renonceraient à lire l'article intégralement.

Les islamistes trouvent une excuse pour s'infiltrer
insidieusement en Inde

Publié à l'origine sous le titre «Un hiver chaud en Inde».

Par Tarek Fatah [The Toronto Sun](#) le 15 janvier 2020

Le Dr David Frawley, un Américain qui s'est installé en Inde et a embrassé l'héritage indien comme peu d'autres, l'a exprimé le mieux quand il a tweeté : « Vous ne pouvez pas critiquer l'islam au Pakistan parce qu'il est majoritaire. Vous ne pouvez pas critiquer l'islam en Inde parce qu'il est une minorité. Pourtant, vous pouvez critiquer l'hindouisme en Inde parce qu'il est majoritaire et au Pakistan parce qu'il est minoritaire. Et ce sont les Hindous qui seraient intolérants. »

Que ce soit la France ou le Nigéria, l'Italie ou le Myanmar, la présence d'activistes musulmans constitue une grave préoccupation pour tous – surtout pour les musulmans qui veulent se libérer des islamistes, qu'ils soient inspirés par l'Iran, l'Arabie saoudite ou le Pakistan.

Si l'on devait regarder l'Inde à travers l'objectif de ses médias sociaux et les déclarations de ses élites urbaines de la classe moyenne supérieure de gauche, le pays fait face au chaos et est dans une spirale infernale catastrophique.

Au centre de cette tempête dans une tasse de thé se trouve une nouvelle loi adoptée par les deux chambres du Parlement indien qui prévoit un accès rapide à la citoyenneté indienne pour les réfugiés en Inde qui ont fui la persécution religieuse dans trois des voisins de l'Inde – le Pakistan, l'Afghanistan et le Bangladesh avant 2015 et qui vivent maintenant dans des conditions difficiles en tant qu'apatrides.

Étant donné que la plupart des personnes qui ont fui les trois voisins islamiques de l'Inde n'étaient pas musulmanes, la nouvelle loi indienne connue sous le nom de loi d'amendement sur la citoyenneté s'applique aux hindous, aux sikhs, aux bouddhistes et aux zoroastriens.

Des religieux islamiques et des chefs musulmans de l'Inde, ainsi que l'Université islamique de Delhi connue sous le nom de Jamia Millia Islamia ou « Université de la nation islamique », ont lancé en signe de protestation l'idée de **s'installer hindous et sikhs en Inde.**

L'Université de la nation islamique de Delhi a lancé une grève et des étudiants musulmans incendiant des bus et des biens publics, exigeant que les musulmans aussi soient inclus dans la liste des personnes bénéficiant d'un accès rapide à la citoyenneté.

Peu importe le fait qu'il n'y ait aucune raison pour qu'un musulman fuie le Pakistan ou le Bangladesh pour se réfugier en Inde. Mais toute raison et tout argument rationnel ont été écartés et toute personne défendant la CAA est qualifiée d'islamophobe.

Même Patrick Brown, le maire de Brampton, s'est rendu sur Twitter où il a posté: « *Je n'appuie aucune loi qui discrimine la foi.* ». Je lui ai demandé via les médias sociaux si ses remarques étaient destinées à attirer le vote pakistanais et khalistanais (séparatiste sikh) à Brampton. Au lieu de répondre, le maire m'a bloqué. (*Note perso : Rien de vraiment différent entre politiques indiens et politiques français pourris !*)



Des manifestants des comités centraux musulmans des districts

de Dakshina Kannada et Udupi et d'autres groupes manifestant contre la CAA à Mangalore le 15 janvier 2020. (AFP)

Les étudiants militants de l'Université islamique de Delhi ont maintenu la pression et bientôt les habitants des villages et banlieues périphériques de Delhi, où vit une importante communauté musulmane, ont bloqué une grande autoroute qui relie la capitale indienne à une grande banlieue, provoquant des embouteillages massifs et **présurant les résidents qui avaient trop peur de parler de crainte qu'ils ne soient aussi qualifiés d'islamophobes.**

Le milieu universitaire et les étudiants de l'Université islamique ont lancé des appels à la laïcité même si leur emblème est orné de « Allah O Akbar » et même si 50% des sièges du campus sont réservés aux musulmans qui représentent au plus 13% de la population.

Les politiciens de l'opposition et les militants communistes se sont joints à la mêlée avec des remarques incendiaires qui alimentent l'hypocrite sentiment victimaire musulman.

Mani Shankar Aiyar, ancien diplomate indien à Karachi, au Pakistan, a déclaré lors d'une manifestation : « *Personne ne peut imaginer une Inde sans l'islam et les musulmans* ». Il a également qualifié le Premier ministre Narendra Modi de «Katil» (meurtrier).

Lors d'un autre rassemblement, le politicien d'opposition

très respecté Shashi Tharoor a exhorté la foule à ne pas sombrer dans le sectarisme religieux, mais les musulmans indiens ont continué à scander un slogan utilisé pour la dernière fois en 1946-1947 lorsque le séparatisme musulman a conduit à la « partition » de l'Inde et à près d'un million de morts.

Malgré les appels de Tharoor, la foule a continué à chanter: « La Ilaha illallah » (Il n'y a pas de Dieu, mais Allah). Ce slogan lancé dans ce contexte politique est incendiaire et vise clairement les Indiens hindous qui, bien que représentant plus de 80% de la population, n'ont pas encore réagi à la représentation constante de leur pays comme un lieu de sectarisme anti-musulman.

Tarek Fatah, fondateur du Muslim Canadian Congress est chroniqueur au Toronto Sun.